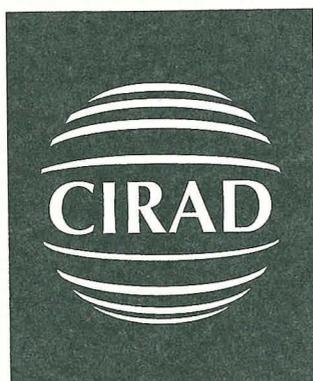


Document de travail du CIRAD-SAR
N° 10



Quelle géographie au Cirad ?

Séminaire de géographie 1995-1996

Editeurs scientifiques
Yves Clouet
Jean-Philippe Tonneau

Centre de coopération internationale
en recherche agronomique pour le développement

Faculté universitaire des sciences agronomiques
de Gembloux, Belgique

Ressources, pouvoir et développement

La gestion des ressources naturelles au Yatenga (Burkina Faso), généralisation au Sahel

yves CLOUET

Résumé : *Milieu dégradé, conflits de pouvoirs et développement incertain : la gestion des ressources naturelles n'est pas évidente au Yatenga, province du Burkina Faso. Une approche spatiale nuance toutefois cette situation. Le contraste est important entre zones rurales surpeuplées, périphéries urbaines et marges en cours de colonisation. Ces variations locales replacées dans des constructions territoriales plus vastes, le Burkina Faso et le Sahel, permettent de mieux comprendre les évolutions en cours. Plusieurs recommandations en découlent en matière de gestion des ressources naturelles tant sur le plan méthodologique qu'opérationnel. L'une d'entre elles : mieux intégrer la diversité territoriale aux approches institutionnelles.*

Mots clés : Sahel, Yatenga, ressources naturelles, pouvoir, décentralisation, démocratie, développement rural, géographie, région.

A deux pas du Mali, reliant l'extrémité nord surpeuplée du plateau Mossi et la zone d'élevage peule vide d'homme, le Yatenga affronte une crise profonde : dégradation des ressources, conflits de pouvoirs, développement incertain, trois thèmes centraux, portrait de cette région sahélienne.

Cette présentation du Yatenga parle d'elle même (figure 1). On y distingue une zone agricole très peuplée (Nord du plateau Mossi) (3) et une périphérie pastorale vide d'hommes (1) . Cela suppose une zone intermédiaire (2) ainsi qu'une capitale régionale (V).

Ces quatre situations ne sont pas indépendantes. Elles s'intègrent dans des constructions géographiques plus vastes : en priorité le Yatenga, mais aussi le Burkina Faso et le Sahel. En articulant ces différents niveaux, une approche spatiale permet de donner un sens aux analyses de détail accumulées dans chaque zone et de les généraliser à des territoires plus vastes. En replaçant cette étude dans un cadre temporel, celui d'une société sahélienne et de son territoire en profonde transformation, elle laisse entrevoir les pistes de réflexion, des enseignements à tirer et des recommandations en terme d'action.

Diversité locale

Des régions agricoles très peuplées

Dans les régions agricoles très peuplées (3), les greniers sont vides deux mois par an. Le manque de terres et d'eau en est à la fois cause et conséquence. Exploiter pour survivre détruit le support d'une production aux techniques rudimentaires: peu d'outils, pas d'intrants... gérer les ressources naturelles, pour ceux qui n'ont pas émigré (50 % de la population), consiste à réhabiliter les sols (diguettes anti-érosives, comblement de ravines), à améliorer les ressources en eau (petits barrages creusement de mares...), à planter des arbres... pour améliorer la production et l'alimentation. Cette gestion est démocratique si ces activités se fondent sur une "entente" entre villageois; c'est à dire créer de nouvelles organisations dépassant les clivages traditionnels. La décentralisation des décisions existe de fait pour les affaires courantes, réglées par la coutume. Un statut juridique permettrait cependant aux futures "communes rurales", issues "d'ententes" (inter)villageoises, d'avoir une personnalité morale pour gérer de façon plus autonome leurs ressources. Le problème clef reste les moyens financiers et humains. Dans ce domaine, les projets assurent des transferts. C'est une incitation économique et sociale. C'est aussi un handicap à une maturité future, autant politique que matérielle.

Des marges sèches

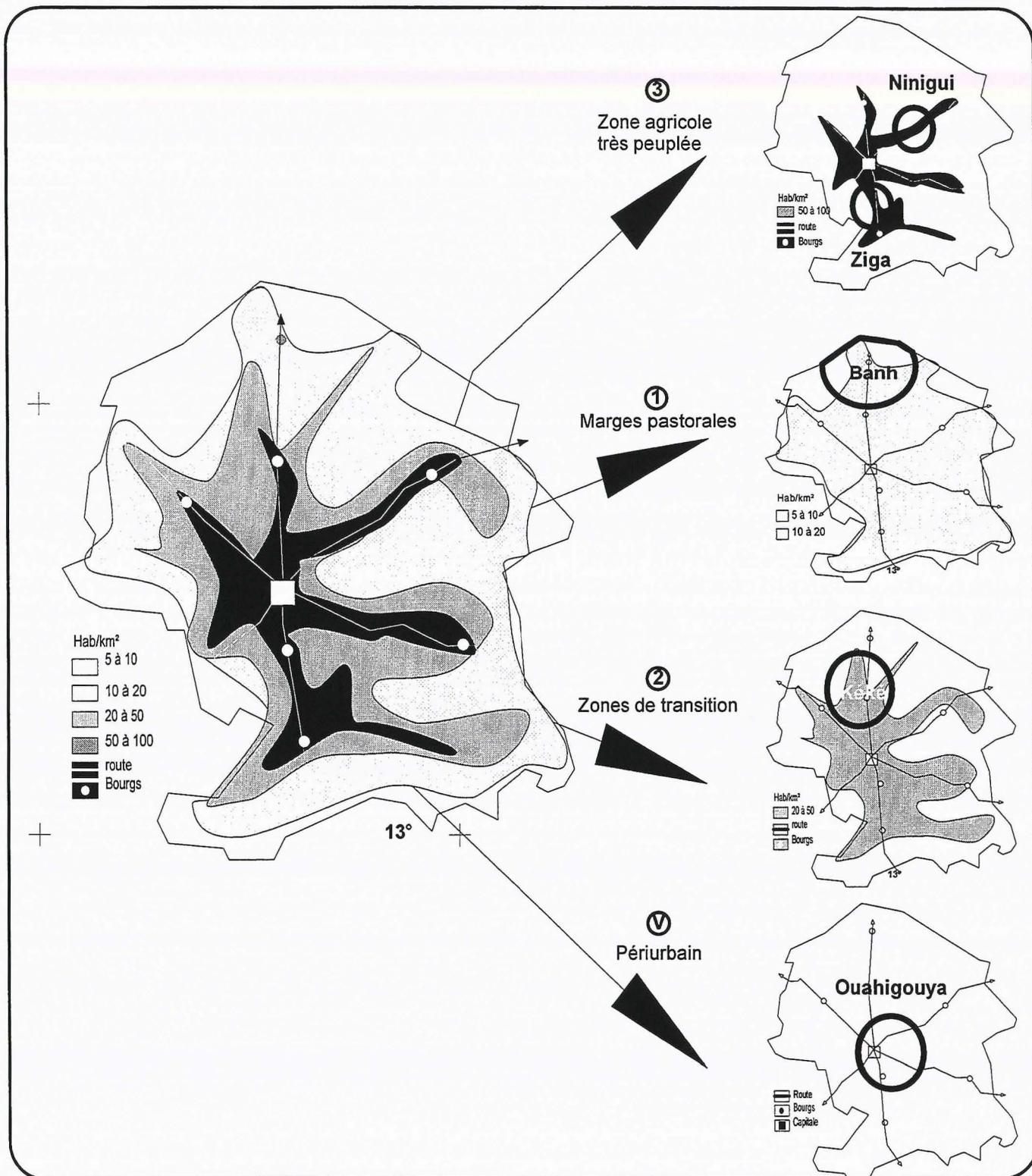
Dans les marges sèches (1), vouées à l'élevage extensif, l'arrivée d'agriculteurs provoque des violents conflits avec les éleveurs. La gestion des ressources y est difficile. Les actions restent limitées et se réalisent dans une ambiance défavorable aux éleveurs. Leur pouvoir et leur territoire diminuent. Les agriculteurs, quant à eux, améliorent leur statut politique et leur niveau de vie. De plus en plus nombreux, ils installent leurs cultures dans les pâturages et entravent la mobilité des troupeaux, condition "*sine qua non*" du maintien de l'élevage. La démocratie est "minimale". Le dialogue n'est pas rompu. Il dépend d'un accord conjoncturel entre administration et chefferie traditionnelle qui régule les conflits (fonciers) les plus graves. La décentralisation en cours (y compris celle des ressources) doit être très prudente pour ne pas exacerber le vieux conflit entre agriculteurs sédentaires et éleveurs nomades.

Des régions intermédiaires

Dans les régions intermédiaires (2), entre le centre agricole très peuplé et sa périphérie pastorale, la logique agricole est implacable. Elle accapare toutes les ressources de qualité et en laisse une portion congrue aux éleveurs. La société comme le terroir est coupée. Les acteurs s'ignorent: d'un côté les agriculteurs (75 %), de l'autre les éleveurs (25 %). Cette disproportion a commencé le jour où les éleveurs ont perdu la maîtrise de l'eau. Ils perdent actuellement celle du foncier et du fourrage. La conquête agricole sera sans doute totale via l'agropastoralisme. Les agriculteurs ont imposé et imposent leur point de vue. La démocratie n'existe pas. Les femmes, aussi, sont exclues. Seuls les "hommes", les chefs ont le pouvoir. En résumé, beaucoup d'acteurs et peu de décideurs. La décentralisation en matière de gestion (notamment des ressources) ne ferait qu'entériner cette inégalité.

DYNAMIQUE TERRITORIALE DU YATENGA

Figure 1



Pour comprendre la gestion des ressources naturelles au Yatenga, quatre situations territoriales contrastées mais dépendantes les unes des autres sont étudiées. Pour chacune d'elles, les défis que rencontrent les populations suscitent des réponses. Cette succession de défis-réponses montre un jeu complexe des acteurs en présence, des règles de gestion mouvantes, des pouvoirs qui se détruisent, changent et se reconstruisent avec pour sanction la dégradation ou la réhabilitation des ressources naturelles et la mise en place d'une nouvelle organisation du territoire. Dans ce contexte, la décentralisation du pouvoir se confronte à une complexité des territoires et des pouvoirs, alors que l'entente, sorte de démocratie de base semble le creuset dans lequel se confrontent les multiples stratégies d'acteurs capables de dégager des axes de développement.

Des zones (péri)urbaines

Dans les zones (péri)urbaines (V), deux éléments retiennent l'attention. Une filière maraîchère approvisionnant les marchés urbains à cause de la mise en valeur de ressources naturelles à haut potentiel: les petits périmètres irrigués périurbains. Cela suppose maîtrise foncière et technique et surtout économique dans un créneau porteur. Cela suppose aussi une "démocratie d'entreprise, ou plutôt de "coopérative" dans laquelle les acteurs et les fonctions (production, conseil technique et commercialisation) restent sur un pied d'égalité. L'avenir seul dira la pérennité de ce fragile équilibre. L'autre expérience, le mouvement paysan "Naam" travaille dans cette même option "démocratique" mais à une toute autre échelle : 400 000 adhérents et non plus une vingtaine d'individus. Ce mouvement suscite des "unions" entre villages, notamment en matière de gestion des ressources. Il crée des petits "gouvernements locaux", bases éventuelles des "futurs communes rurales", capables d'identifier problèmes, solutions et moyens à mettre en œuvre.

Des "situations locales types"

Ces *situations locales* ne sont pas exhaustives. D'autres études de cas devaient les enrichir et "gommer" leur spécificité. Mais leur situation géographique, leurs (infra)structures, les mécanismes sociaux, économiques, écologiques... qu'elles mettent en jeu ainsi que les dynamismes qui les traversent (notamment en matière de gestion des ressources) sont suffisamment fréquentes pour comprendre et agir sur de nombreuses situations sahéniennes. Par ailleurs, ces *situations locales* ne sont pas isolées. Elles sont liées. Examiner ces liens permet de proposer *un modèle régional*" ayant une capacité de généralisation plus riche. Examinons son contenu, son intérêt et ses limites en terme de diagnostic et d'action.

Unité régionale

En évolution permanente, une région redéfinit sans cesse l'ensemble des territoires qui la composent. Décrire et comprendre cette évolution, la restituer aux intéressés permet aux acteurs concernés, de prendre des décisions pour éventuellement modifier les évolutions en cours (réduire des déséquilibres, localiser les aménagements...) (figure 2).

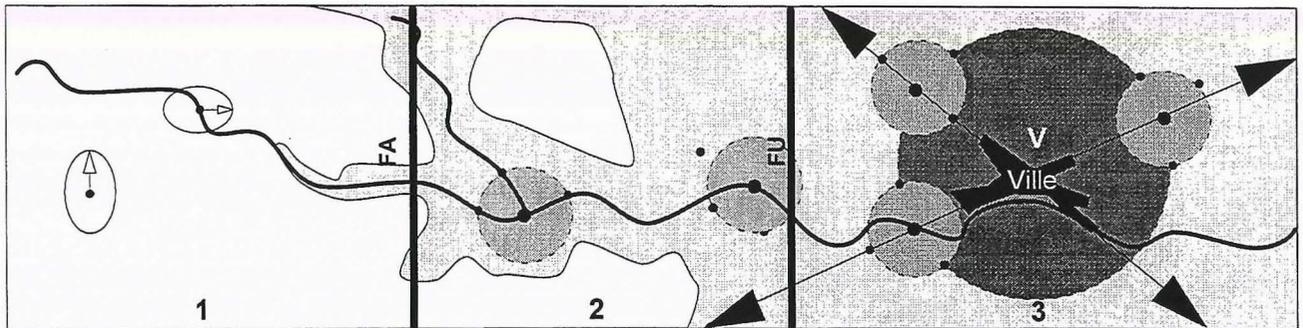
Un modèle régional descriptif et explicatif

Le Yatenga est composé d'espaces qui s'emboîtent. A sa tête, (V) une ville Ouahigouya donne le ton. Elle concentre les équipements, les hommes, les pouvoirs. Ce monde urbain est tertiaire. Il gère la région. Il impulse et draine des flux de biens et d'informations par un réseau de routes qui le relie aux bourgs. Ces derniers régulent la vie des villages qui les entourent. (2) Cette périphérie rurale arrive progressivement au stade d'un monde plein (3) où toutes les ressources disponibles sont mises en valeur. Son problème est une rupture entre les populations et leur milieu avec exode rural, déficit alimentaire et dégradation des ressources. Ses atouts sont les habitants qui restent. Ils font preuve d'un étonnant dynamisme. Dans cette crise, ils gèrent les flux financiers et alimentaires. Ils créent des "ententes" pour "capter le développement" et l'argent qu'il amène. Les "ententes" les

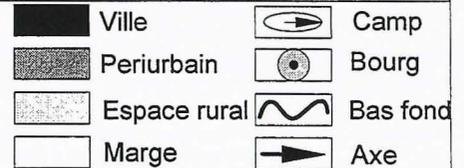
UNE SUCCESSION D'ESPACES ET D'ACTIVITES EMBOITES

Figure 2

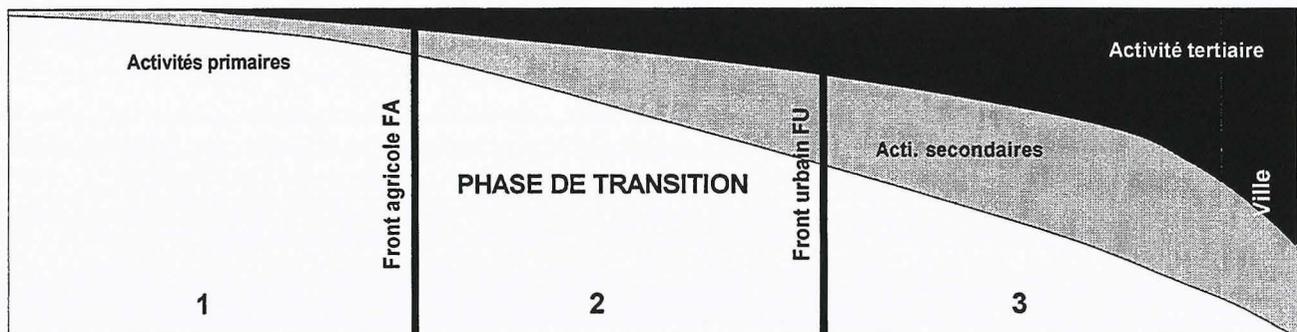
Organisation du territoire



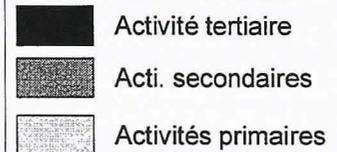
- 1 - Les marges peu peuplées sont vouées à l'élevage transhumant. La sédentarisation des éleveurs et l'agriculture redéfinit leur statut.
- 2 - Les zones rurales comprises entre la ville et les marges arrivent au stade d'un monde plein où toutes les ressources sont utilisées.
- 3 - La ville et le réseau de bourgs donnent une armature à la région.



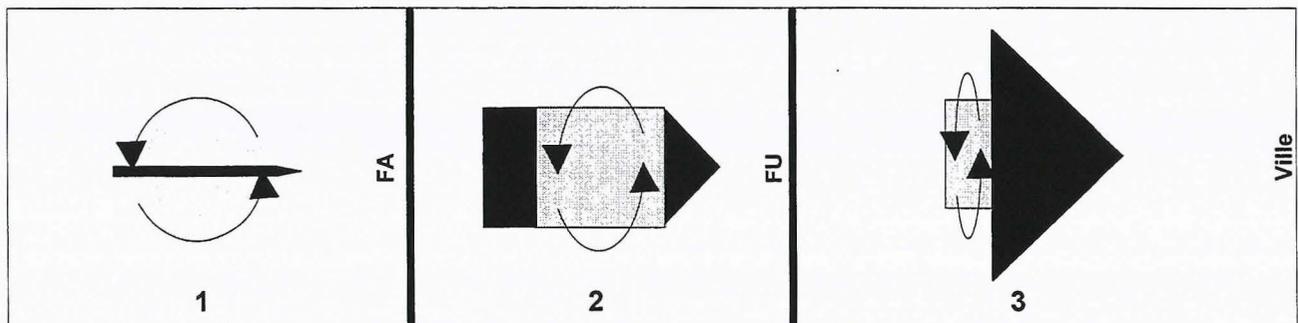
Type d'activité



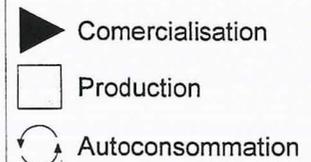
- 1 - Les sociétés pastorales aménagent peu le milieu, les cellules sociales sont petites, le pouvoir dispersé, l'artisanat réduit et les services inexistantes.
- 2 - Les sociétés agraires sont plus denses et diversifiées. L'artisanat et la commercialisation des produits sont des activités importantes.
- 3 - Le monde urbain est tertiaire, gère la région et commercialise les produits.



Niveau de production et d'échange



- 1 - La commercialisation des produits est faible, l'autoconsommation prédomine.
- 2 - Si l'autosuffisance par autoconsommation des produits locaux est un objectif recherché, la commercialisation locale est active. L'ouverture à l'économie de marché est de plus en plus importante dans le milieu rural sahélien.
- 3 - La ville est tournée vers l'importation et l'exportation des produits.



plus solides pratiquent une réelle démocratie de gestion (des ressources). Elles pourraient être de futures "communes rurales". Les marges peu peuplées (1) sont vouées à l'élevage transhumant. Dispersées sur de vastes superficies, les sociétés pastorales transforment peu le milieu. Les cellules sociales sont petites et les pouvoirs dispersés. L'autoconsommation domine. La commercialisation est faible. La sédentarisation des pasteurs et le passage à l'agro-pastoralisme aménagent davantage l'espace. Les villages et les cultures augmentent.

Ce modèle régional décrit et explique les relations entre "situations types". Il permet aussi de comprendre leur évolution pour éventuellement les modifier.

Un modèle régional évolutif et décisionnel

Deux "fronts" complètent le dispositif précédent. Le premier (FA) est "agricole". Avec lui, la zone agricole (3) envahit les zones pastorales (2) avec conflits de pouvoirs, dégradation des ressources, développement incertain. Le second (FU) est "urbain". La ville (V) envahit sa périphérie immédiate (3). Elle ouvre (difficilement) de nouveaux espaces économiques, redistribue ses pouvoirs (décentralisation) et de nouvelles valeurs. Elle draine aussi une population décapitalisée.

Ces deux fronts (FA et FU) se déplacent dans l'espace à des vitesses différentes. Ils se chevauchent aussi. La zone intermédiaire (3), entièrement pastorale il y a un siècle, devient "tout agricole". Elle laisse entrevoir ce que seront les marges sèches (2) dans quelques années. La périphérie agricole de Ouahigouya (3) devient sa "banlieue" suite à la création de la route goudronnée. Cette dernière sera bientôt dans la zone pastorale. Avec elle, le front "urbain" rejoindra le front "agricole". Elle lui donnera une toute autre signification (notamment en matière de gestion des ressources).

Ce modèle régional est plus riche que la collection de "*situations locales types*" précédente. Il les intègre, permet d'expliquer leurs relations, de prévoir des évolutions et d'en tirer les conséquences en terme de planification (schémas d'aménagement, localisation des infrastructures...). Comment s'insère-t-il au niveau du Sahel ?

Du yatenga au sahel

Les problèmes du Sahel dépassent largement ceux du Yatenga. Mais le Yatenga se situe dans une zone sahéenne particulièrement intéressante (figure 3) : celle des fortes densités démographiques (50 - 100 hab/km²). Elle correspond à l'alignement d'anciens royaumes précoloniaux situés approximativement le long du 15° parallèle de latitude nord et aux isohyètes 500 700 mm/an. On y retrouve les principales capitales des pays sahéens (Bamako, Ouagadougou, Niamey, N'jaména...). Elles sont entourées de leurs villes satellites (dont Ouahigouya) et d'un mode rural densément peuplé (zone 1) qui contraste avec leurs périphéries en cours de colonisation (zone 2).

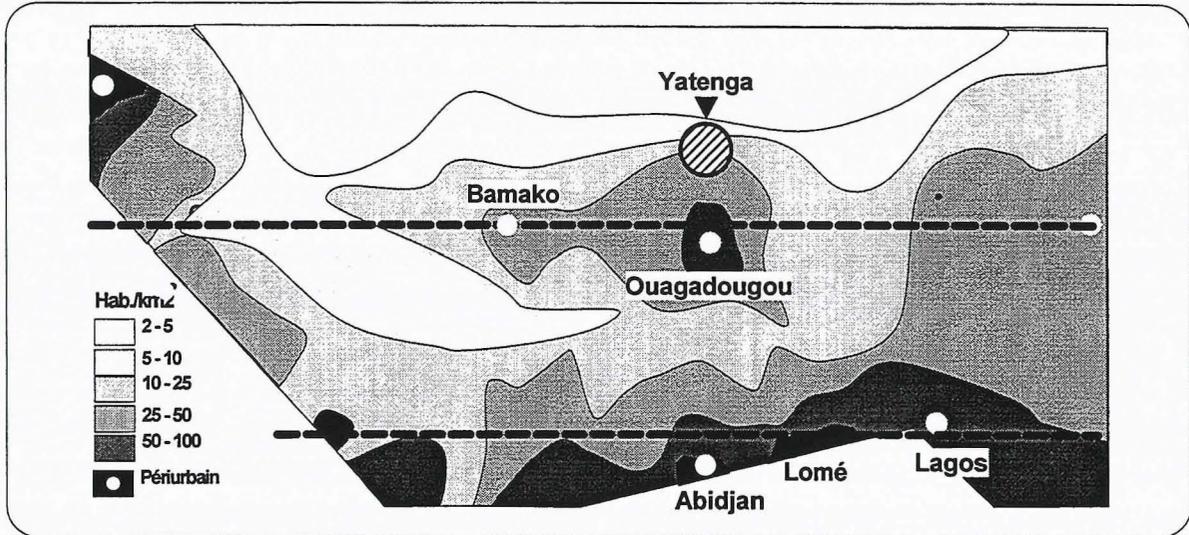
Dans ce contexte, les relations sont vite établies entre situations locales, le modèle régional de type Yatenga, dispositif de peuplement, les migrations urbaines et rurales au Burkina Faso et au sahel. Ceci étant, pour valider ce modèle et le généraliser plus facilement il reste à mieux préciser plusieurs dynamiques.

Le rôle des capitales régionales doit être approfondi tant en ce qui concerne les régulations sociales (conflits fonciers), les impulsions économiques, le développement (organisation de filières, importation et commercialisation..) et l'organisation du territoire (schémas directeurs, aménagement...).

UNE GENERALISATION POSSIBLE

Figure 3

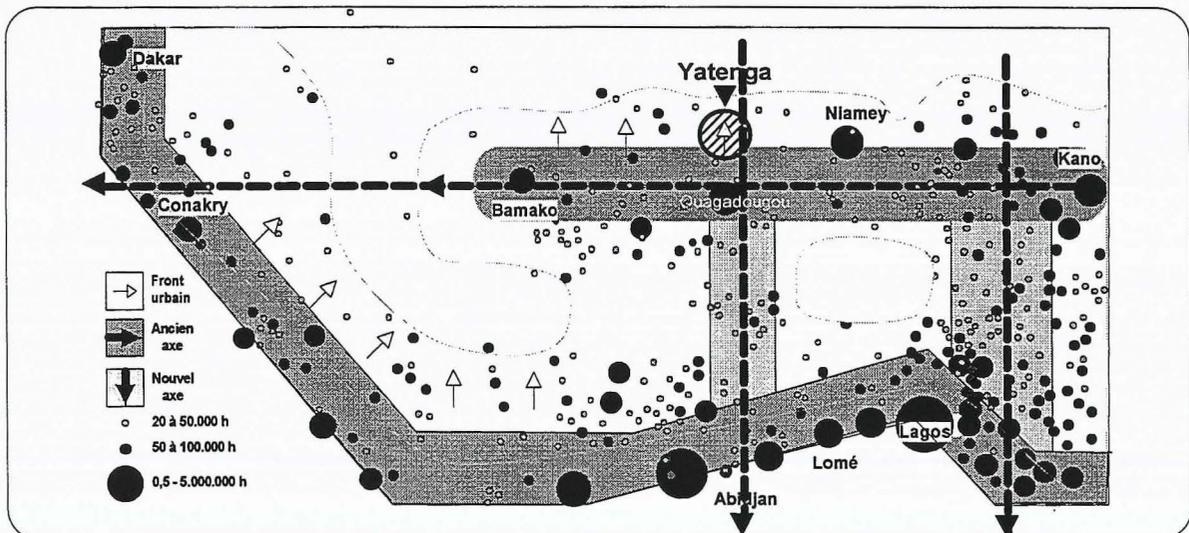
Densité de population rurale



La conquête des marges peu peuplées à partir des zones de fortes densités rurales pose au niveau sahélien un défi de taille si l'on veut d'une part éviter une forte destruction des ressources naturelles et des conflits avec les populations autochtones qui s'y reconnaissent des droits.

Dans ce contexte, les réseaux urbains hiérarchisés à partir des pôles situés dans les zones de fortes densités jouent un rôle particulièrement important. Les villes petites ou grandes sont les relais des pouvoirs centraux et également les capitales organisatrices de la région qu'elles contrôlent. Le Yatenga en est un exemple vivant. Il concentre à lui seul les principales situations que l'on peut rencontrer en matière de gestion des ressources naturelles. Ce modèle régional devrait cependant être testé dans d'autres régions sahéliennes pour être validé.

Réseau urbain et axes de peuplement - horizon 2020



Le développement des "fronts urbains", lié à l'importance et surtout la qualité (asphalte) des voies de communication autour de... la capitale régionale exige d'être mieux identifié. Ce front diffuse des services, de l'argent (Etats, projets, ONG, crédit rural), des compétences, des valeurs et des pouvoirs... qui bousculent la "tradition" et suscite des "ententes", entre les acteurs locaux pour négocier leur avenir.

Les "migrations", essentiellement agricoles posent le problème de coloniser sans détruire et de conflits avec les populations autochtones. La situation la plus fréquente, dans les marges pastorales est l'exclusion des éleveurs avec pour perspective l'agro-pastoralisme, voire l'agriculture irriguée si les conditions le permettent. Il importe de créer des régulations sociales fortes pour éviter les conflits (fonciers) parfois violents.

Ce "modèle régional" est sensible à son "environnement" politique, économique et social. La décentralisation, et la perspective de création de communes rurales au Burkina Faso, la dévaluation du franc CFA, la (ré)activation de filières..., le renforcement ou la disparition de l'aide, des projets... accélèrent ou freinent son développement.

Au niveau sahélien, il reste à explorer la validité de ce modèle régional dans des régions plus humides et plus riches: la zone coton par exemple ou les bassins arachidiers. Son fonctionnement et les leçons à en tirer sont certainement très différentes dans les périmètres irrigués.

Enseignements et recommandations

Les faits observés, les témoignages des acteurs (éleveurs, villageois, services techniques, entreprises, bailleurs de fonds...) et les grandes tendances observées au Sahel conduisent aux remarques suivantes en matière de gestion des ressources.

Les enseignements

Les villageois gèrent très différemment leurs ressources, unis, ils conçoivent des projets concertés à long terme, en conflit, leurs actions sont limitées, individuelles et à court terme. A cela, trois explications principales : la volonté de "s'entendre", l'importance de régulations et le contexte économique, politique...général.

Les approches "territoriales" éclairent et influencent ces différents types de gestion. Toujours globales, elles donnent une vue d'ensemble des situations, des partenaires, des enjeux, des problèmes. Quand elles se font locales, elles évaluent, sur des ressources précises (une mare, une forêt ou un champ...), les rapports de force entre villageois, les conflits, les "unions" et leur sanction directe sur ces ressources (dégradation, réhabilitation...). Au niveau régional, ce sont les dynamiques d'ensemble (front pionnier, exode...) et les régulations qui retiennent l'attention. Les "capitales régionales" en sont les "moteurs". Elles gèrent les infrastructures, décentralisent les pouvoirs...). Leur multiplication dans les années avenir laisse entrevoir une construction du Sahel bien différente de celle que nous connaissons actuellement.

Les recommandations

Au niveau opérationnel, la prise en compte de ces différents types de gestion, suppose de bien identifier les acteurs (les résidents permanents, les groupements, les communautés territoriales...) leur rôle et leurs pouvoirs. Peuvent alors se mettre en place des politiques de renforcement des pouvoirs locaux, (associations, contrôle des actions). Le point essentiel est une meilleure structuration des dynamiques territoriales en cours : mieux définir les territoires locaux (importance des bourgs-centres entourés de villages), mais surtout les zones d'influence des capitales régionales dont le rôle est essentiel tant au niveau des régulations que des politiques d'aménagement.

Au niveau institutionnel, la prudence est de rigueur en ce qui concerne les formalisations institutionnelles. La création de "communes rurales" suppose des ententes fortes, ayant fait leur preuve. De même au niveau régional, la définition des territoires impliqués reste à définir, ainsi que leurs pouvoirs. Dans tous les cas, les financements, l'information et la formation des responsables sont difficiles.

Au niveau méthodologique, une meilleure gestion des ressources suppose une mobilisation locale des villageois sur des actions répondant à leurs besoins. Les méthodes d'intervention sont alors autant techniques (diagnostic et programme d'action : aménagement de mares, comblement de ravines, pistes rurales...) que sociales (négociations, réalisation d'ententes...). Au l'échelon régional, les démarches sont les mêmes, mais les négociations et les réalisations, plus difficiles, si elles se veulent concertées en matière d'organisation et d'aménagement du territoire à terme.

Dans ce domaine, les apports de la géographie sont essentiels tant au niveau de l'analyse (dynamique du territoire) que de l'action (schémas d'aménagement).